

Mianno, Daniel Kadja

Working Paper

La Problematique des Institutions Financieres en Milieu rural et le processus de "recentrage" du Developpement

Working Paper, No. 1998,2

Provided in Cooperation with:

University of Cologne, Development Research Center

Suggested Citation: Mianno, Daniel Kadja (1998) : La Problematique des Institutions Financieres en Milieu rural et le processus de "recentrage" du Developpement, Working Paper, No. 1998,2, Universität zu Köln, Arbeitsstelle für Entwicklungsländerforschung (AEF), Köln

This Version is available at:

<https://hdl.handle.net/10419/23672>

Standard-Nutzungsbedingungen:

Die Dokumente auf EconStor dürfen zu eigenen wissenschaftlichen Zwecken und zum Privatgebrauch gespeichert und kopiert werden.

Sie dürfen die Dokumente nicht für öffentliche oder kommerzielle Zwecke vervielfältigen, öffentlich ausstellen, öffentlich zugänglich machen, vertreiben oder anderweitig nutzen.

Sofern die Verfasser die Dokumente unter Open-Content-Lizenzen (insbesondere CC-Lizenzen) zur Verfügung gestellt haben sollten, gelten abweichend von diesen Nutzungsbedingungen die in der dort genannten Lizenz gewährten Nutzungsrechte.

Terms of use:

Documents in EconStor may be saved and copied for your personal and scholarly purposes.

You are not to copy documents for public or commercial purposes, to exhibit the documents publicly, to make them publicly available on the internet, or to distribute or otherwise use the documents in public.

If the documents have been made available under an Open Content Licence (especially Creative Commons Licences), you may exercise further usage rights as specified in the indicated licence.



Universität zu Köln
Arbeitsstelle für Entwicklungsländerforschung
University of Cologne
Development Research Center

Working Paper No. 1998-2

Daniel Kadja Mianno

La Problematique des Institutions Financieres en Milieu rural et le processus de „recentrage“ du Developpement

Universität zu Köln
Arbeitsstelle für Entwicklungsländerforschung
Bernhard-Feilchenfeld-Str. 11, 50969 Köln
Tel.: 0221-470.4078, Fax: 0221: 0221-470.5195

University of Cologne
Development Research Center
Bernhard-Feilchenfeld-Str. 11, D-50969 Cologne
Tel.: ++49-221-470.4078, Fax: ++49-221-470.5195

seibel@uni-koeln.de

Les réflexions que nous développons dans cet article ont été nommées aux sources de deux enquêtes menées de 1985 à 1987 et poursuivies en 1995.¹

La crise actuelle du continent et singulièrement celle des sociétés rurales, est à la fois le prix et la conséquence des illusions évolutionnistes linéaires sur lesquelles se fondèrent les politiques de développement rural depuis les indépendances.

Peu de responsables politiques et de planificateurs doutaient alors de l'efficacité des entreprises étatiques ; peu de ces gens s'interrogeaient alors sur la stabilité monétaire ou sur l'équilibre des échanges internationaux..

La crise financière, les nouvelles stratégies de restructuration socio-économique et les conditions imposées par les créanciers pour une remise en ordre des économies ont incontestablement modifié la version que les experts et les décideurs avaient du monde rural, notamment sous le rapport de la mobilisation des ressources financières destinées au croît de la productivité agricole.

Ce qu'il est convenu d'appeler le processus de «recentrage» du développement face à la crise actuelle, provoque des problématiques spécifiques quand il s'agit de répondre soit ponctuellement, soit globalement aux questions du financement des activités socio-économiques du milieu rural.

Quels sont succinctement les éléments de cette vaste problématique ? Tout d'abord elucidons les présupposés théoriques et idéologiques de l'autocentrage. L'autocentrage est d'abord un concept mais aussi et surtout une orientation politique qui préconise un développement fondé sur les propres forces, ressources, savoir, capacité d'initiatives des pays du tiers-monde.

Depuis une trentaines d'années, les agences de développement, les gouvernements de l'hémisphère Nord comme de l'hémisphère Sud, les stratégies de coopération multilatérale, en matière de développement ont mis successivement l'accent :

- sur l'aide (la fameuse thèse de Kennedy appelée « nouvelle frontière », le rapport Jeanneney) ;
- sur l'assistance technique ;

- sur les crédits et les grands contrats facilités depuis 1964 par la croissance presque exponentielle des redevances pétrolières, ou le recyclage des « pétrodollars ». Ces facilités sont à l'origine, à bien des égards, de l'endettement monstrueux du tiers-monde qui non seulement rend problématique le remboursement, mais compromet le développement du monde rural à long terme. Face à cette situation, les pays industrialisés ont adopté deux réactions contradictoires:

- d'un côté, mise en route d'un nouveau Plan Marshall au profit du tiers-monde (orientation du Rapport Brandt (1980) et des revendications et résolutions présentées à New Delhi au cours de la 3^e conférence générale de l'ONUDI (1980));

- de l'autre côté, la « reaganisation » du tiers-monde pour reprendre une expression du Magazine « Fortune ». Cette orientation est celle du Président Reagan qui appelle le tiers-monde à mettre de l'ordre dans ses économies, et à ne compter que sur ses propres forces.

Les difficultés d'accès au marché financier international pour le tiers-monde, a renforcé la théorie de la « reaganisation » (George Gilder, *Wealth and Poverty*, 1981, Michael Novak, *The Denigration of Capitalism*. (American Enterprise Institution - Washington D.C. 1979 - Hoover Institution (réservoir à penser du capitalisme multinational).

Si l'autocentrage pour la plupart des pays du tiers-monde et particulièrement pour les pays africains au Sud du Sahara signifie *haute priorité* rendue à l'agriculture et réelle prise en considération des agriculteurs, alors se pose dans la conjoncture actuelle la question du financement des activités agricoles dans un processus de développement autocentré.

En effet, il est clair que pour passer de la dimension micro-économique à laquelle s'opère l'appropriation sociale du progrès technico-agricole à la notion de développement intégré et autocentré, plus complexe, parce que plus globale, les modalités et les procédures de financement changent de structures et de modalités d'intervention.

C'est précisément à ce niveau que tout un champ de recherche et une nouvelle littérature sociologiques commencent à s'imposer comme espace épistémologique et méthodologique aux chercheurs en sociologie rurale.

Les éléments de ce nouveau champ de recherche en sociologie rurale qui s'origine dans les composantes de la crise actuelle et des orientations qui l'ont suivie, peuvent être les suivants :

a) l'endettement continu pour moderniser le secteur agricole n'est que rarement compensé par un accroissement de la productivité ;

b) dans le cadre de nombreux programmes de crédit en faveur de l'agriculture, des prêts ont été consentis sans qu'au préalable l'épargne individuelle ou nationale aient été impulsées-mauvaise orientation des financements et non remboursement des prêts sont vus par certains spécialistes comme l'une des raisons expliquant la régression de la production alimentaire en Afrique, tant pour l'exportation que pour l'autoconsommation.

La crise économique tout en maintenant valable, pour les experts occidentaux, l'hypothèse de la pauvreté, a amené progressivement les agences et structures de développement à mobiliser l'épargne par les nombreuses organisations locales d'auto-aide.

Du coup, ce qui jusqu'alors existait davantage à titre de curiosité ethno-économique pour l'Europe fit soudain l'objet de conférences internationales :

- Yaoundé 1984 ;
- Feldafing 1984 et 1985 ;
- Amsterdam 1985.

Pour la première fois donc les institutions formelles et informelles furent simultanément l'objet d'une préoccupation internationale ; et pour la première fois aussi les spécialistes en sciences sociales s'attelèrent à l'élaboration de modèles pertinents et opérationnels d'articulation des deux systèmes.

L'IDENTIFICATION DU SECTEUR FINANCIER INFORMEL

Esquissons ici rapidement quelques caractéristiques déterminantes de ces institutions financières informelles (I.F.I.) :

- elles sont répandues dans toutes les zones rurales du tiers-monde :
 - . Bénin (N'djonu)
 - . Zimbabwe (Chilemlea)
 - . Côte d'Ivoire : Atobè-Sika, Noboa (Agni), Akpole Wule (Krou), Kukule (Bété).

- Leurs structures et leur importance varient selon les pays, mais aussi selon les régions et même les villages d'un même pays.

Les I.F.I. possèdent là, une variabilité et une flexibilité qui leur permettent de s'adapter à des conditions changeantes. Les I.F.I. les plus importantes sont des groupes d'épargne et de crédit présentant des structures relativement formalisées dans le cadre du secteur informel : statuts écrits ou oraux, ordre fixe d'adhésion, continuité sociale, objectifs bien définis, ...

Les fonctions des I.F.I. sont de 2 types :

1) Des fonctions économiques

- fonctions d'épargne ;
- fonctions de crédit ;
- fonction de prévoyance et d'assurance

2) Des fonctions sociales et des fonctions de production

Les contraintes que rencontrent les I.F.I. sont multiples :

- incertitude des opérations de dépôt ;
- sous-développement des opérations de prêt ;
- calcul des intérêts problématiques ;
- comptabilité rudimentaire ;
- encadrement financier et agricole faible et même pratiquement absent.

Parallèlement à l'I.F.I., les institutions financières formelles (I.F.F. (banques, caisses de dépôt, caisses d'amortissement, etc.) sur le modèle

des sociétés industrialisées ont développé tout un réseau complexe de mobilisation des ressources financières.

Si les institutions financières formelles font souvent preuves d'une bonne efficacité interne, elles font par contre preuve d'une efficacité très limitée dans la recherche d'une clientèle qui serait à majorité composée de petits producteurs analphabètes. Les facteurs qui sont à l'origine de cette inefficacité se résument comme suit :

- le volume de crédit agricole est insignifiant et la grande partie de la population rurale n'a pas accès aux crédits I.F.F. ;

- les I.F.F. sont considérablement éloignées tant du point de vue géographique que du point de vue psycho-sociologique du gros de la population rurale ;

- les moyens humains et matériels dont disposent les I.F.F. sont trop insuffisants pour permettre une décentralisation efficace ;

- leur connaissance de l'importance déterminante des facteurs socio-culturels est quasi nulle.

Quelle stratégie de développement des marchés financiers ruraux ?

Les données qui viennent d'être présentées montrent clairement, que les deux types de structures financières n'utilisent pas à fond leurs potentialités dans le processus de recentrage du développement que les pays africains au Sud du Sahara voudraient promouvoir.

En effet, d'un côté on des I.F.I. sous-développées et de l'autre des banques quasi inaccessibles à la population rurale productive.. Face à cette situation dilemmatique, les diverses approches sociologiques proposent généralement deux stratégies :

- l' « upgrading » des I.F.I. :

il s'agit pour I.F.I. de se faire identifier au registre des associations de coopérative d'épargne et de crédit et de reprendre à leur compte les instruments de travail modernes de celles-ci, c'est à - dire comptabilité, livres d'épargne, enquête sur la solvabilité, etc.

- le « downgrading » des banques :

il s'agit *mutatis mutandi* pour les banques d'intégrer à leur fonctionnement, et à la dynamique de leur expansion, les facteurs socio-culturels endogènes ruraux - (ce qui se traduirait par la reprise par les banques d'éléments comportementaux des I.F.I. , en vue de parvenir à une meilleure approche de la clientèle rurale. Mais qu'entend-on par facteurs socio-culturels ? Nous proposons la définition suivante : les facteurs socio-culturels sont l'ensemble des pratiques, des croyances, des attitudes, des savoir-faire, des valeurs, par lesquels une société organise sa vie, maîtrise son environnement et assure la continuité de son système social, économique et culturel.

Cette prise en compte des facteurs socio-culturels (tels qu'ils viennent d'être définis) par les banques, requiert une reprofilation des agents de banque dans la perspective d'une réorganisation significative des activités bancaires en direction et au profit des populations rurales.

A ces deux niveaux, « up-downgrading », on se trouve en fait en face d'une problématique complexe d'autocentrage du processus du développement rural et des modalités stratégiques concrètes à privilégier. Mais il y a également là, tout un questionnement théorique sous-jacent, très dense, que Talcot Parsons aurait déjà formulé dans *le système des sociétés modernes* et qu'on peut résumer en quelques formules :

- conditions de développement des progrès techno-culturels, et de leur éventuelle dissociation, par rapport à leur origine sociétales ;

- relations dynamiques et complexes entre le système de crédit qui favorise une innovation économique continue et l'environnement social global (thèse illustrant le cas des USA au tournant du siècle).

- ajustement à l'environnement, des changements qualitatifs ciblés.

Mais l' « upgrading » et le « downgrading » pris isolément sont loin de pouvoir offrir des conditions opérationnelles efficaces au processus de recentrage du développement rural ; nous croyons plutôt féconde cette idée, que c'est en recherchant une articulation et/ou une coordination entre institutions financières informelles et formelles, qu'on pourra faire un bond qualitatif dans l'auto-recentrage du développement rural, du moins sous le rapport de la mobilisation des ressources financières.

ENJEUX THEORIQUES ET EPISTEMOLOGIQUES

Le développement participatif implique et recherche l'autocentrage et inversement. En un sens, la participation des populations rurales est la base du processus de développement et l'autocentrage est *le facteur déterminant* qui oriente le développement participatif vers une échelle de plus en plus large - ces présupposés posent deux problèmes majeurs :

- la compréhension des trajectoires concrètes des sociétés rurales ;
- la compréhension du dysfonctionnement social des sociétés rurales.

Sous ces deux rapports et dans la perspective d'une recherche d'articulation entre I.F.I. et I.F.F. qui tient compte des facteurs socio-culturels, quelle démarche adopter dans l'approche scientifique des données de terrain ?

1 - Faut-il appréhender les I.F.I. comme un phénomène social dans toutes ses parties à partir d'une analyse de leurs éléments constitutifs et d'une synthèse de leur rapports réciproques ?

2 - Faut-il adopter une démarche analytique face à un problème de financement en élaborant un cadre théorique duquel on tire des agrégats interprétatifs (par exemple des éléments déterminants) desquels découlent des données spécifiques ?

Dans l'étude des institutions financières rurales il y a un double problème méthodologique redoutable :

- la complexité du mouvement social où se joue une intense interdépendance de tous les éléments, alors que toute identification quantitative de ces institutions ne peut qu'embrasser de façon limitée certaines de leurs parties à un moment donné du processus de leur mutation qualitative.

- la théorie analytique qui se réfère parfois à l'analyse systémique est certes utile pour décomposer un ensemble en éléments constitutifs mais est incapable de refléter fidèlement les contradictions de

l'interpénétration entre les divers aspects de la vie sociale de ces institutions et le mouvement qui en résulte.

La crise économique actuelle vis à vis des ressources du milieu rural et de ses besoins montre bien qu'il y a une mutation sociale à la racine de la crise des institutions « des modèles » de développement. Mais quelle thérapeutique appliquer à la déchirure du tissu social ? Il nous semble évident qu'une mutation sociale implique une mutation dans les méthodes de penser. Et il sera de plus en plus difficile de ne point tenir compte des données socio-culturelles (I.F.I) du milieu rural dans la recherche d'une stratégie alternative.

Le présent contient le futur, et à défaut de repenser le premier, on risque bien de manquer le second.

Notre intention ici était double :

- appeler l'attention des uns et des autres sur l'éventail des futurs possibles qu'offre l'analyse d'une articulation entre institutions financières et caractéristiques autochtones du milieu rural.

- susciter dans les débats une démarche délibérément prospective et pluridisciplinaire pour une meilleure compréhension des enjeux socio-économiques contemporains en Afrique et des actions qui peuvent être entreprises pour faire face aux défis du futur et pour construire un avenir le plus conforme possible aux objectifs que les uns et les autres estiment souhaitables.

NOTES

1. Seibel Hans Dieter, Kadja Mianno Daniel et autres : les organisations rurales autochtones d'auto-aide. Université d'Abidjan, Université de Cologne 1986.

Les réflexions que nous développons dans cet article ont été nommées aux sources de deux enquêtes menées de 1985 à 1987 et poursuivies en 1995.¹

La crise actuelle du continent et singulièrement celle des sociétés rurales, est à la fois le prix et la conséquence des illusions évolutionnistes linéaires sur lesquelles se fondèrent les politiques de développement rural depuis les indépendances.

Peu de responsables politiques et de planificateurs doutaient alors de l'efficacité des entreprises étatiques ; peu de ces gens s'interrogeaient alors sur la stabilité monétaire ou sur l'équilibre des échanges internationaux..

La crise financière, les nouvelles stratégies de restructuration socio-économique et les conditions imposées par les créanciers pour une remise en ordre des économies ont incontestablement modifié la version que les experts et les décideurs avaient du monde rural, notamment sous le rapport de la mobilisation des ressources financières destinées au croît de la productivité agricole.

Ce qu'il est convenu d'appeler le processus de «recentrage» du développement face à la crise actuelle, provoque des problématiques spécifiques quand il s'agit de répondre soit ponctuellement, soit globalement aux questions du financement des activités socio-économiques du milieu rural.

Quels sont succinctement les éléments de cette vaste problématique ? Tout d'abord élucidons les présupposés théoriques et idéologiques de l'autocentrage. L'autocentrage est d'abord un concept mais aussi et surtout une orientation politique qui préconise un développement fondé sur les propres forces, ressources, savoir, capacité d'initiatives des pays du tiers-monde.

Depuis une trentaines d'années, les agences de développement, les gouvernements de l'hémisphère Nord comme de l'hémisphère Sud, les stratégies de coopération multilatérale, en matière de développement ont mis successivement l'accent :

- sur l'aide (la fameuse thèse de Kennedy appelée « nouvelle frontière », le rapport Jeanneney) ;
- sur l'assistance technique ;

- sur les crédits et les grands contrats facilités depuis 1964 par la croissance presque exponentielle des redevances pétrolières, ou le recyclage des « pétrodollars ». Ces facilités sont à l'origine, à bien des égards, de l'endettement monstrueux du tiers-monde qui non seulement rend problématique le remboursement, mais compromet le développement du monde rural à long terme. Face à cette situation, les pays industrialisés ont adopté deux réactions contradictoires :

- d'un côté, mise en route d'un nouveau Plan Marshall au profit du tiers-monde (orientation du Rapport Brandt (1980) et des revendications et résolutions présentées à New Delhi au cours de la 3^e conférence générale de l'ONUDI (1980)) ;

- de l'autre côté, la « reaganisation » du tiers-monde pour reprendre une expression du Magazine « Fortune ». Cette orientation est celle du Président Reagan qui appelle le tiers-monde à mettre de l'ordre dans ses économies, et à ne compter que sur ses propres forces.

Les difficultés d'accès au marché financier international pour le tiers-monde, a renforcé la théorie de la « reaganisation » (George Gilder, *Wealth and Poverty*, 1981, Michael Novak, *The Denigration of Capitalism*. (American Enterprise Institution - Washington D.C. 1979 - Hoover Institution (réservoir à penser du capitalisme multinational).

Si l'autocentrage pour la plupart des pays du tiers-monde et particulièrement pour les pays africains au Sud du Sahara signifie *haute priorité* rendue à l'agriculture et réelle prise en considération des agriculteurs, alors se pose dans la conjoncture actuelle la question du financement des activités agricoles dans un processus de développement autocentré.

En effet, il est clair que pour passer de la dimension micro-économique à laquelle s'opère l'appropriation sociale du progrès techn agricole à la notion de développement intégré et autocentré, plus complexe, parce que plus globale, les modalités et les procédures de financement changent de structures et de modalités d'intervention.

C'est précisément à ce niveau que tout un champ de recherche et une nouvelle littérature sociologiques commencent à s'imposer comme espace épistémologique et méthodologique aux chercheurs en sociologie rurale.

Les éléments de ce nouveau champ de recherche en sociologie rurale qui s'origine dans les composantes de la crise actuelle et des orientations qui l'ont suivie, peuvent être les suivants :

a) l'endettement continu pour moderniser le secteur agricole n'est que rarement compensé par un accroissement de la productivité ;

b) dans le cadre de nombreux programmes de crédit en faveur de l'agriculture, des prêts ont été consentis sans qu'au préalable l'épargne individuelle ou nationale aient été impulsées-mauvaise orientation des financements et non remboursement des prêts sont vus par certains spécialistes comme l'une des raisons expliquant la régression de la production alimentaire en Afrique, tant pour l'exportation que pour l'autoconsommation.

La crise économique tout en maintenant valable, pour les experts occidentaux, l'hypothèse de la pauvreté, a amené progressivement les agences et structures de développement à mobiliser l'épargne par les nombreuses organisations locales d'auto-aide.

Du coup, ce qui jusqu'alors existait davantage à titre de curiosité ethno-économique pour l'Europe fit soudain l'objet de conférences internationales :

- Yaoundé 1984 ;
- Feldafing 1984 et 1985 ;
- Amsterdam 1985.

Pour la première fois donc les institutions formelles et informelles furent simultanément l'objet d'une préoccupation internationale ; et pour la première fois aussi les spécialistes en sciences sociales s'attelèrent à l'élaboration de modèles pertinents et opérationnels d'articulation des deux systèmes.

L'IDENTIFICATION DU SECTEUR FINANCIER INFORMEL

Esquissons ici rapidement quelques caractéristiques déterminantes de ces institutions financières informelles (I.F.I.) :

- elles sont répandues dans toutes les zones rurales du tiers-monde :
 - . Bénin (N'djonu)
 - . Zimbabwe (Chilemlea)
 - . Côte d'Ivoire : Atobè-Sika, Noboa (Agni), Akpole Wule (Krou), Kukule (Bété).

- Leurs structures et leur importance varient selon les pays, mais aussi selon les régions et même les villages d'un même pays.

Les I.F.I. possèdent là, une variabilité et une flexibilité qui leur permettent de s'adapter à des conditions changeantes. Les I.F.I. les plus importantes sont des groupes d'épargne et de crédit présentant des structures relativement formalisées dans le cadre du secteur informel : statuts écrits ou oraux, ordre fixe d'adhésion, continuité sociale, objectifs bien définis, ...

Les fonctions des I.F.I. sont de 2 types :

1) Des fonctions économiques

- fonctions d'épargne ;
- fonctions de crédit ;
- fonction de prévoyance et d'assurance

2) Des fonctions sociales et des fonctions de production

Les contraintes que rencontrent les I.F.I. sont multiples :

- incertitude des opérations de dépôt ;
- sous-développement des opérations de prêt ;
- calcul des intérêts problématiques ;
- comptabilité rudimentaire ;
- encadrement financier et agricole faible et même pratiquement absent.

Parallèlement à l'I.F.I., les institutions financières formelles (I.F.F. (banques, caisses de dépôt, caisses d'amortissement, etc.) sur le modèle

des sociétés industrialisées ont développé tout un réseau complexe de mobilisation des ressources financières.

Si les institutions financières formelles font souvent preuves d'une bonne efficacité interne, elles font par contre preuve d'une efficacité très limitée dans la recherche d'une clientèle qui serait à majorité composée de petits producteurs analphabètes. Les facteurs qui sont à l'origine de cette inefficacité se résument comme suit :

- le volume de crédit agricole est insignifiant et la grande partie de la population rurale n'a pas accès aux crédits I.F.F. ;

- les I.F.F. sont considérablement éloignées tant du point de vue géographique que du point de vue psycho-sociologique du gros de la population rurale ;

- les moyens humains et matériels dont disposent les I.F.F. sont trop insuffisants pour permettre une décentralisation efficace ;

- leur connaissance de l'importance déterminante des facteurs socio-culturels est quasi nulle.

Quelle stratégie de développement des marchés financiers ruraux ?

Les données qui viennent d'être présentées montrent clairement, que les deux types de structures financières n'utilisent pas à fond leurs potentialités dans le processus de recentrage du développement que les pays africains au Sud du Sahara voudraient promouvoir.

En effet, d'un côté on des I.F.I. sous-développées et de l'autre des banques quasi inaccessibles à la population rurale productive.. Face à cette situation dilemmatique, les diverses approches sociologiques proposent généralement deux stratégies :

- l' « upgrading » des I.F.I. :

il s'agit pour I.F.I. de se faire identifier au registre des associations de coopérative d'épargne et de crédit et de reprendre à leur compte les instruments de travail modernes de celles-ci, c'est à - dire comptabilité, livres d'épargne, enquête sur la solvabilité, etc.

- le « downgrading » des banques :

il s'agit *mutatis mutandi* pour les banques d'intégrer à leur fonctionnement, et à la dynamique de leur expansion, les facteurs socio-culturels endogènes ruraux - (ce qui se traduirait par la reprise par les banques d'éléments comportementaux des I.F.I. , en vue de parvenir à une meilleure approche de la clientèle rurale. Mais qu'entend-on par facteurs socio-culturels ? Nous proposons la définition suivante : les facteurs socio-culturels sont l'ensemble des pratiques, des croyances, des attitudes, des savoir-faire, des valeurs, par lesquels une société organise sa vie, maîtrise son environnement et assure la continuité de son système social, économique et culturel.

Cette prise en compte des facteurs socio-culturels (tels qu'ils viennent d'être définis) par les banques, requiert une reprofilation des agents de banque dans la perspective d'une réorganisation significative des activités bancaires en direction et au profit des populations rurales.

A ces deux niveaux, « up-downgrading », on se trouve en fait en face d'une problématique complexe d'autocentrage du processus du développement rural et des modalités stratégiques concrètes à privilégier. Mais il y a également là, tout un questionnement théorique sous-jacent, très dense, que Talcot Parsons aurait déjà formulé dans *le système des sociétés modernes* et qu'on peut résumer en quelques formules :

- conditions de développement des progrès techno-culturels, et de leur éventuelle dissociation, par rapport à leur origine sociétales ;

- relations dynamiques et complexes entre le système de crédit qui favorise une innovation économique continue et l'environnement social global (thèse illustrant le cas des USA au tournant du siècle).

- ajustement à l'environnement, des changements qualitatifs ciblés.

Mais l' « upgrading » et le « downgrading » pris isolément sont loin de pouvoir offrir des conditions opérationnelles efficaces au processus de recentrage du développement rural ; nous croyons plutôt féconde cette idée, que c'est en recherchant une articulation et/ou une coordination entre institutions financières informelles et formelles, qu'on pourra faire un bond qualitatif dans l'auto-recentrage du développement rural, du moins sous le rapport de la mobilisation des ressources financières.

ENJEUX THEORIQUES ET EPISTEMOLOGIQUES

Le développement participatif implique et recherche l'autocentrage et inversement. En un sens, la participation des populations rurales est la base du processus de développement et l'autocentrage est *le facteur déterminant* qui oriente le développement participatif vers une échelle de plus en plus large - ces présupposés posent deux problèmes majeurs :

- la compréhension des trajectoires concrètes des sociétés rurales ;
- la compréhension du dysfonctionnement social des sociétés rurales.

Sous ces deux rapports et dans la perspective d'une recherche d'articulation entre I.F.I. et I.F.F. qui tient compte des facteurs socio-culturels, quelle démarche adopter dans l'approche scientifique des données de terrain ?

1 - Faut-il appréhender les I.F.I. comme un phénomène social dans toutes ses parties à partir d'une analyse de leurs éléments constitutifs et d'une synthèse de leur rapports réciproques ?

2 - Faut-il adopter une démarche analytique face à un problème de financement en élaborant un cadre théorique duquel on tire des agrégats interprétatifs (par exemple des éléments déterminants) desquels découlent des données spécifiques ?

Dans l'étude des institutions financières rurales il y a un double problème méthodologique redoutable :

- la complexité du mouvement social où se joue une intense interdépendance de tous les éléments, alors que toute identification quantitative de ces institutions ne peut qu'embrasser de façon limitée certaines de leurs parties à un moment donné du processus de leur mutation qualitative.

- la théorie analytique qui se réfère parfois à l'analyse systémique est certes utile pour décomposer un ensemble en éléments constitutifs mais est incapable de refléter fidèlement les contradictions de

l'interpénétration entre les divers aspects de la vie sociale de ces institutions et le mouvement qui en résulte.

La crise économique actuelle vis à vis des ressources du milieu rural et de ses besoins montre bien qu'il y a une mutation sociale à la racine de la crise des institutions « des modèles » de développement. Mais quelle thérapeutique appliquer à la déchirure du tissu social ? Il nous semble évident qu'une mutation sociale implique une mutation dans les méthodes de penser. Et il sera de plus en plus difficile de ne point tenir compte des données socio-culturelles (I.F.I) du milieu rural dans la recherche d'une stratégie alternative.

Le présent contient le futur, et à défaut de repenser le premier, on risque bien de manquer le second.

Notre intention ici était double :

- appeler l'attention des uns et des autres sur l'éventail des futurs possibles qu'offre l'analyse d'une articulation entre institutions financières et caractéristiques autochtones du milieu rural.

- susciter dans les débats une démarche délibérément prospective et pluridisciplinaire pour une meilleure compréhension des enjeux socio-économiques contemporains en Afrique et des actions qui peuvent être entreprises pour faire face aux défis du futur et pour construire un avenir le plus conforme possible aux objectifs que les uns et les autres estiment souhaitables.

NOTES

1. Seibel Hans Dieter, Kadja Mianno Daniel et autres : les organisations rurales autochtones d'auto-aide. Université d'Abidjan, Université de Cologne 1986.